



Réunion de restitution de l'enquête "Sobriété" du 15/09/2020

Compte rendu

La restitution s'est déroulée en Salle Claude Lorius (16 participants) et en visio-conférence (11 participants). Cette restitution a été proposée à tous les répondant.e.s à l'enquête et aux membres des instances participatives.

Participants

Membres des instances participatives :

- CCPV : Stéphane Cartier, Daniel Vanlaethem, Carole Jourdan, André Grepillat (FNE)
- CU : Brice Théophile, Pénélope Vincent (OZD)
- C2D : Marie Christine Simiand, Yannick Jacquier

Services Métropole :

- Pole participation : Sylvie Barnezet, Virginie Tawil-Ivanovitch, Maxime Carré, Jacques Soudre
- Directions : William Meunier (Service Environnement, air, climat), Céline Issindou (Transition énergétique), Clémence Aubert (Direction collecte traitement déchets)
- Partenaire : Maud Obels (ALEC)

En distanciel par visio conférence :

Membres des instances participatives :

- CU : Claude Roy (Eau-Ass + Déchets), Laurence Chabert (Eau-Ass), Garencq Françoise (CU Déchets), Gildas Esnault (Energie), Cathy Gaudinat (CU Déchets)
- CCSPL : Catherine Rioux (RSE CEA), Elvina Savioux (CNL Isère), Christophe Percin (CU Déchets)
- CCPV : Michel Hutinel, Alain Cadet

Services Métropole :

- Pole participation : Valérie Malachane Dulac

Excusés :

Alain Guézou (C2D, CCSPL), Pierre Louis Serrero (C2D, Civipole), Taous Belhadj (CCPV) Bintou Cissé (CCPV), Widad Saghir (CCPV), Samia Sekhri (CCPV), Nadège Garofolin (CU Déchets), Djazia Brighet (CCPV), Saber Chameck (CCPV). Jean-Yves Olivo (CU Energie), Gilbert Zaboni (CU Eau / CU Energie), Daniel Hermann (CCSPL), Natacha Feloz (CU Déchets), Bertrand Hays (C2D), Serge Crosio (CCPV), Robert Chartier (CCSPL), Jean Hugues Tricard (CCSPL/Conseil des sages), Marie Filhol (CU Energie), Alain Cariou (CCPV), Bernard Bouverot-Raymond

(C2D), Michele Haller (CU Déchets/Repair Café), Pascal Fouard (CU Déchets), Sofia Gomez (CCPV), Patricia Same (CU Déchets), Françoise SIERSDORFER (CU Energie), Sophie Freyermuth (CCPV)

Rappel de la démarche

En 2019, demande du comité des usagers Energie de lancer une démarche grand public sur la sobriété énergétique à partir de la question :

« A quelles conditions, nous, citoyens, pourrions-nous faire évoluer nos pratiques vers plus de sobriété environnementale ? »

Proposition des services de la Métropole de lancer une enquête sur les modes de consommations, notamment les freins et les leviers à des évolutions vers plus de sobriété.

Le contexte sanitaire a conduit à ne pas pouvoir lancer directement une enquête grand public, mais proposition de lancer une première consultation des membres des instances participatives de la Métro.

Le contexte du confinement a apporté une nouvelle interrogation :

« Quels ont été les impacts de la situation sanitaire sur nos modes et habitudes de consommation ? »

Cela a conduit à enrichir le questionnaire initial de questions sur les modes de vie avant, pendant et après le confinement, afin de percevoir les tendances d'évolutions.

Le questionnaire a été mis en ligne du 12 juin au 10 juillet 2020 sur la plateforme participation de Grenoble-Alpes Métropole : 95 questionnaires enregistrés et traités (dont 12 réalisés par entretien téléphonique).

Vigilance sur le fait que la composition sociologique des instances participatives et le nombre de réponses ne permettent pas des enseignements "statistiques", mais permettent de dégager des tendances, de soulever des questions sur les points qui limitent la sobriété énergétique ou d'identifier les moyens pour la favoriser.

La Sobriété en 3 mots :

Les mots les plus fréquemment cités sont : Economie (20), Simplicité (10), Raisonnable (8), Energie (7), Modération (6), Alcool (6), Consommation (5), Santé (4), Anti gaspillage (4).

Consommation alimentaire :

Les répondants estiment avoir fait plus d'achat de proximité et avoir diversifié les lieux d'approvisionnement de produits alimentaires pendant le confinement, et réduit un peu les quantités consommées (rappel : sortie limitée à 1 km et 1 h).

Sur les habitudes alimentaires, il est constaté une moindre consommation de viande, et un peu plus de produits locaux et de saison consommés. Pour les produits d'origine bio, le prix mais aussi la certification de la qualité sont cités comme des freins à leur consommation.

Les évolutions d'habitudes d'approvisionnement et d'origine des produits alimentaires sont encore conditionnées à leur prix, la distance et la logistique liée au lieu d'achat, et au temps disponible pour diversifier ses lieux d'achats.

Les leviers principaux sur lesquels il est nécessaire d'agir (ou d'amplifier les actions) sont le prix des produits alimentaires locaux et bio, et la proximité des lieux d'approvisionnement.

Achats en vrac et produits non alimentaires

Achats en vrac : une bonne proportion des répondants expriment leur volonté de consommer plus de vrac, comme plus de produits locaux et de saison.

Les freins sont les prix élevés (faible différence avec les produits emballés), la distance, l'hygiène et la fraîcheur (la conservation des aliments).

Le levier principal est la conviction de diminuer les emballages et de produire moins de déchets.

Zoom sur la production de déchets :

Impression des répondants est que leur production de déchets est restée stable, par contre la Metropole a observé une diminution des tonnages de bacs verts (- 8 %) et des bacs gris - 3 %. Cette baisse est due à la fermeture des commerces, notamment en centre-ville, et donc à l'augmentation des déchets ménagers assimilés (DMA)

Les leviers d'une consommation responsable :

Facteurs incitatifs à l'achat de seconde main : la simplicité (horaires d'ouverture, proximité des lieux d'achat, qualité des produits, diversité de l'offre

Facteurs incitatifs à réparer ou faire réparer : accès simple et facile au service de réparation (nombre et amplitude horaire des "Repair café" trop limités), le coût et la formation pour apprendre à réparer soi-même.

Facteurs incitatifs pour éviter d'utiliser des produits à usage unique : le prix, l'accessibilité des lieux d'achat, la praticité, la simplicité et l'efficacité

Facteurs incitatifs pour mutualiser du matériel ou des équipements : la confiance et la convivialité, le cadre légal (assurance, responsabilité), la simplicité.

La proximité, la simplicité et le coût sont les principaux leviers cités pour faire évoluer les modes de consommation ou d'usage de produits non alimentaires. Les changements les plus « refusés », que sont la location, le fabriquer maison ou bien encore la mutualisation, exigent un engagement personnel fort (organisation, renoncement à la « propriété », ...).

Le numérique

L'enjeu énergétique du numérique est important : il représente déjà 4 % des émissions de gaz à effets de serre (dont près de la moitié liée à la production des équipements). La tendance serait à 8 % en 2025, soit un doublement dans les 5 ans.

La proportion de répondants équipés d'une connexion internet (96 %) est supérieure à la moyenne nationale (83 %).

Près de la moitié des répondants ont eu de nouveaux usages pendant le confinement (notamment les visioconférences pour le travail ou avec la famille, les amis...). Les nouveaux usages ont aussi concerné les activités de loisirs, éducatives, culturelles ou sportives....

Il se dégage des réponses une demande d'information sur les éco gestes et les moyens pour les réaliser avec plus de facilité et sans trop de perte de temps. La moitié des répondants sont prêts à nettoyer leur boîte mail pour économiser de l'énergie, un tiers à utiliser le WIFI plutôt que la 4G ou à utiliser un disque-dur plutôt que le cloud pour stocker des données. En revanche, seuls 15 répondants sont prêts à limiter la consultation de musique ou vidéo en ligne.

Les freins au changement exprimés sont le surcoût des CD et DVD pour éviter les téléchargements, le coût des disques durs externes, les complications liées aux éco gestes, et le temps disponible pour les pratiquer davantage.

Les leviers identifiés sont la formation et le conseil sur les usages des outils numériques., une plus grande lisibilité des gains environnementaux (notamment en consommation énergétique), améliorer la facilité de mise en œuvre.

Parmi les pistes d'action : développer et faire mieux connaître la numothèque Métro, et les médiathèques (CD, DVD), faire plus d'informations et de formations aux bons gestes d'usages des outils numériques.

Le logement

La moitié des répondants est prête à faire plus d'éco gestes, et plus de la moitié ont un besoin en matière d'isolation thermique de leur logement.

Les leviers pour favoriser la baisse des consommations les plus demandés sont des ateliers pratiques, des conseils pratiques, une rencontre avec un conseiller énergie, une brochure d'informations Le calcul de l'impact des gestes individuels est aussi sollicité, les éco gestes étant parfois perçu comme insignifiants au regard des enjeux énergétiques.

Concernant les freins, la question de la conscience de la consommation globale liée au niveau d'équipement se pose encore et très peu de répondants sont prêts à réduire le nombre d'équipement dans leur logement.

D'autre part, ce sujet est perçu comme compliqué, avec un manque de temps et d'énergie à y consacrer, des contraintes techniques à surmonter, et la conscience d'un effort important à réaliser pour changer les habitudes chez soi et acquérir les bon réflexes. Mener des actions collectives, ou ensemble, ou encore l'exemplarité des élus sont cités comme des leviers.

Les déplacements

Pour les trajets de semaine, du quotidien, du domicile au travail, il est constaté un usage majoritaire des modes de transports ou de mobilité autres que la voiture.

Pour les trajets liés aux vacances et aux loisirs, c'est la voiture qui est le premier mode de transport, et il apparait plus difficile de s'organiser pour faire autrement. De même, une forte majorité de répondants ne souhaitent pas modifier leurs projets de vacances afin de réduire le nombre ou la longueur des trajets.

Les leviers pour favoriser d'autres modes de transports que la voiture sont :

- plus de possibilité d'intermodalités
- plus de transports en commun et des TC moins chers
- plus de sécurité pour les cyclistes
- plus de télétravail

Il est également rappelé que la mobilité pèse autant que le logement dans les consommations énergétiques.

Le vivre ensemble

La période de confinement a conduit à plus de relations sociales dans le voisinage pour une majorité, mais elle a conduit aussi à plus d'isolement pour un tiers.

Les limitations à circuler ont limité la fréquentation des parcs et jardins, et les sorties nature hors de la ville.

De manière générale, les répondants ont constaté des effets bénéfiques dans leur environnement pendant le confinement : le calme et la moindre pollution liés à l'absence de circulation automobile, la possibilité d'entendre le chant des oiseaux...

Cette période aura donc été plutôt favorable pour mieux vivre ses liens avec son environnement social et naturel, deux facteurs importants d'équilibre personnel.

Les interventions des participants

- **Comment lancer une dynamique dans une entreprise** (CEA) avec des ingénieurs, employés de labos, agents techniques pour la baisse des consommations et de la production de GES ?

Réponse : Cette question éminemment d'actualité pour les acteurs économiques est une problématique sur laquelle travaillent les collectivités territoriales, l'ALEC et l'intercommunalité. C'est une question complexe qui mérite un plan d'action et projet d'administration. La sobriété environnementale, dans tous ces aspects, pour les acteurs économiques se traitent à plusieurs niveaux et mérite un accompagnement externe pour aider à prioriser les actions à mettre en œuvre. Parle-t-on de pratiques professionnelles, de bâtiments, de politique de déplacement de l'entreprise....Le sujet est vaste.

- **Des constats, mais quelles suites et quelles solutions ?**

Réponse : La suite de la démarche propose d'aller plus loin dans l'exploration des suites et des solutions. En effet, nous vous proposons de faire partis d'ateliers citoyens aux côtés de citoyens volontaires. L'objectif serait de produire une feuille de route à la nouvelle équipe d'élu.e.s visant à proposer la création d'une politique de la sobriété environnementale et d'accélérer des dispositifs qui seraient intéressants et déjà existants.

- **Question de la perception des enjeux et des leviers à creuser**, comme celle des comportements et habitudes

- **Les évolutions constatées pendant le confinement sont-elles pérennes** ou pas ?

Réponse : Nous ne sommes pas en mesure de dire si ces tendances seront pérennes. Nous avons bien conscience d'avoir une photographie d'un temps particulier où chacun.e a été dans l'obligation de s'adapter aux contraintes, découvrir, expérimenter. Il nous faudrait croiser ces tendances avec des enquêtes plus vastes et plus complexes et voir dans le temps ce qui a été gardé par facilité, accessibilité.

- **Pourrait-on disposer d'éléments de comparaison avec la population générale ?**

Réponse : Les services et directions devraient pouvoir fournir des études ou des synthèses d'études comparatives. Nous les mettrons dans l'espace restreint de la démarche qui se trouve sur la plateforme participative¹ :

<https://participation.lametro.fr/pages/demarche-ateliers-sobriete-avec-les-membres-des-instances-participatives>

- **Le questionnaire était fastidieux**, trop long. Pour le grand public prévoir un questionnaire plus simple

Réponse : Nous en avons conscience mais c'était la seule manière d'aborder avec les membres à la fois du qualitatif et d'extraire vos point de vue sur les freins et les pistes d'amélioration. Nous avons abordés 6 thèmes en nous inspirant de la méthode des conversations carbone. C'était un choix à faire.

- **Problème du biais statistique** : ces résultats sont un instantané avec une population particulière

- **Question des situations de précarité énergétique** sur le quartier Très cloîtres

- **Question sur comment s'adresser à un habitant qui utilise des ventilateurs** en raison des fortes chaleurs ?

- **Question des logements qui sont des passoires thermiques** été comme hiver

- **Question des climatisations qui se développent** avec la fréquence des épisodes de fortes chaleurs

- **Nous on fait déjà, mais comment réagir avec ses amis** et ses voisins, avoir des documents de communication de sensibilisation?

¹ Les codes de connexion sont : votre adresse mail / mdp : votre nom de famille avec l'initiale en majuscule2020 (Tawil2020)

- **Question des espaces publics qui doivent être moins minéralisés**, davantage végétalisés, plus frais, plus ventilés. Est ce que la Métropole est impliquée dans ces orientations, est ce qu'il existe une ou des politiques Métropolitaines allant dans ce sens ?

- **Constat d'une difficulté de discipline dans les consommations**, qui contraste avec l'économie ménagère autrefois enseignée à l'école (gestes pour consommer mieux et gaspiller moins). L'éducation nécessaire ne se fait plus

Réponse : Il s'agit de transformer des comportements, des habitudes, vous avez raison. La question n'est pas simple et ce n'est pas une action ou un dispositif qui permettra ces changements de paradigme sociétaux . Il sera nécessaire de penser plusieurs stratégies. C'est pourquoi nous vous invitons à participer à ces ateliers citoyens qui devraient être lancés sous peu.

- **Question de la difficulté à mettre des panneaux solaires**, en raison de règlements d'urbanisme.

Réponse : Vous pourrez retrouver dans l'espace restreint dédié à la démarche, le schéma directeur des Energie à horizon 2030. Cette thématique entrée dans l'action publique de la Métropole et de la Direction de la transition énergétique est un enjeu, comme vous le soulignez. De fait, comment simplifier le développement de ces dispositifs pour permettre les économies d'énergie.

- **Question sur la Zone à Faible Emission :** Est-ce que la question est- celle du moteur ou du poids des voitures ?

- **Exemple des coûts, quand un bus électrique coûte trois fois le prix d'un bus classique**

- **Exposé riche sur le numérique :** Les GAFAs anticipent nos besoins

- **Exemple du temps pour les "éco gestes" :** un groupe d'habitants qui veut gagner du temps (et économiser des trajets à la déchèterie) demande à pouvoir disposer d'une benne sur un même week-end... la Métropole renvoie vers le privé, car n'est pas organisée pour cela.

- **Question de la réparabilité :** Il existe trop peu de solutions

Les suites de la démarche et des propositions

Appel aux membres des instances participatives à contribuer à la suite de la démarche.

Constitution d'un panel de citoyens volontaires, avec une recherche d'équilibre global des participants (compenser le manque de jeunes, de femmes, et d'habitants qui vivent hors de la première couronne grenobloise)

Projet de réunir 6 ateliers citoyens en numérique qui formuleraient un avis et une feuille de route pour développer les politiques de sobriété environnementale, à soumettre aux élus de la Métro (en référence à la convention citoyenne pour le climat).

Lancement de l'appel à volontaire en direction des répondant.e.s jusqu'au 29 novembre :

Nous recherchons 10 à 15 membres, issus des différentes instances pour participer à ces ateliers citoyens.

Intéressé.e.s ? Veuillez répondre à notre appel à candidature qui sera ouvert jusqu'au 29 novembre 2020 en cliquant sur le lien suivant :

<https://framaforms.org/appel-a-candidature-demarche-ateliers-sobriete-environnementale-aupres-des-membres-des-instances>

Proposition par les membres du C2D :

Etre associé à la démarche à plusieurs niveaux :

- en participants aux ateliers
- en faisant des liens et en rendant visible la démarche au niveau de la coordination nationale

Proposition d'un membre d'un CCPV :

- Lancer une convention citoyenne sur la thématique des changements de comportements et comment les collectivités, l'intercommunalité pourrait aider les habitants à les modifier.